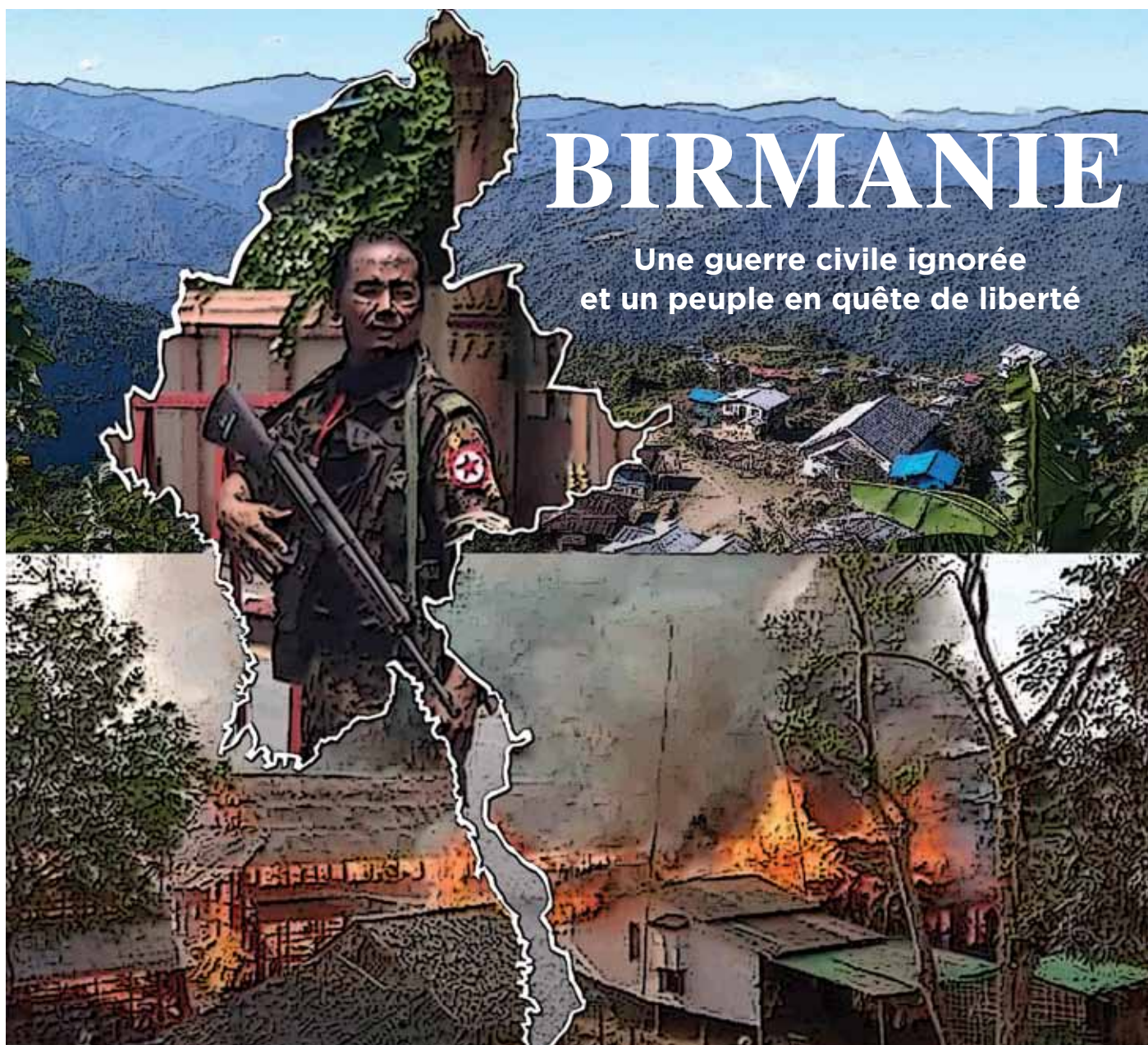




BIRMANIE

Une guerre civile ignorée
et un peuple en quête de liberté

DR

La Birmanie, aussi connue sous le nom de Myanmar, traverse une des périodes les plus sombres de son histoire moderne. Depuis le coup d'État militaire de février 2021, le pays est plongé dans une véritable guerre civile, presque totalement ignorée par la communauté internationale. Pourtant, ce conflit oppose une dictature militaire brutale à une résistance populaire qui ne cesse de se renforcer, soulevant des questions fondamentales sur l'avenir du pays et la stabilité de toute la région.

Une histoire marquée par l'autoritarisme

Pour comprendre la situation actuelle, il faut remonter aux origines de l'État birman. Après avoir obtenu son indépendance du Royaume-Uni en 1948, la Birmanie a rapidement été confrontée à des divisions ethniques et à une instabilité politique.

En 1962, un coup d'État mené par le général Ne Win instaure une dictature militaire et introduit « *la voie birmane vers le socialisme* » qui dominera le pays pendant des décennies. Sous embargo occidental, isolée de la scène internationale, le marché noir représentant 80 % de son économie, sa dette extérieure les trois quarts de son PIB, la Birmanie, jadis un des pays les plus prospères de la région, devient l'un des plus pauvres du monde.

Et comme si la situation ne suffisait pas à elle seule à être préoccupante, la décision controversée de Ne Win d'introduire des billets de kyat sur des dénominations multiples de 9, un chiffre qu'il considérait comme porte-bonheur, provoque une catastrophe effaçant les économies de millions de Birmans, et jetant le pays dans une profonde crise.

La révolte étudiante de 1988 marque un tournant : la population se soulève massivement contre la junte, mais celle-ci répond par une répression sanglante. Les élections démocratiques de 1990, remportées par la *Ligue Nationale pour la Démocratie* (LND) d'Aung San Suu Kyi, sont annulées par l'armée, qui reste au pouvoir. Ce n'est qu'en 2010 que la junte amorce une ouverture politique contrôlée, permettant à la LND de remporter les élections de 2015 et d'instaurer un gouvernement civil sous la tutelle militaire.

Cependant, cette transition n'était qu'illusoire. En février 2021, les militaires renversent à nouveau le gouvernement civil, invoquant des accusations de fraude électorale. Ce coup d'État déclenche un soulèvement populaire sans précédent.

Une guerre civile d'une ampleur inattendue

Depuis le coup d'État, la Birmanie est devenue le théâtre d'une véritable guerre civile. Les manifestations pacifiques, réprimées avec une extrême violence, ont évolué vers une insurrection armée généralisée. La résistance s'organise autour du *Gouvernement d'unité nationale* (NUG), un gouvernement parallèle en exil formé par des membres évincés de la LND, d'autres figures de l'opposition, des activistes, des représentants de minorités ethniques et des membres de la société civile. Une coalition inédite et prometteuse qui pourrait être la clé pour sortir de cette crise. Mais pour que cet espoir devienne réalité, une prise de conscience internationale et un rôle plus affirmé de l'ASEAN sont indispensables.

La branche armée du NUG, les *Forces de Défense du Peuple* (PDF), collabore avec de nombreux groupes armés ethniques, comme l'Armée de l'Indépendance Kachin (KIA), l'Union Nationale Karen (KNU) ou encore l'Armée de l'Arakan (AA). Ces groupes, historiquement en conflit avec l'armée centrale (*Tatmadaw*), jouent désormais un rôle crucial dans l'affaiblissement de la junte.

Les forces en présence

La junte militaire: dirigée par le général Min Aung Hlaing, la junte contrôle toujours les principales villes et une partie des infrastructures économiques. Forte d'environ 400 000 soldats, elle utilise des tactiques de terreur : bombardements aériens, incendies de villages, exécutions sommaires et arrestations massives.

La résistance armée (PDF et groupes ethniques) : Ce mouvement hétérogène est parvenu à s'unir face à un ennemi commun. Malgré leur manque initial d'équipement et d'entraînement, les PDF ont rapidement gagné en efficacité grâce à un soutien logistique venant des zones frontalières et parfois même de la diaspora.

Le NUG : une formation sans précédent

Contrairement aux précédentes tentatives de résistance face à la junte, le NUG a su fédérer des factions historiquement divisées autour de grands objectifs communs :

- *La défaite de la junte militaire : Tous les acteurs impliqués s'accordent sur la nécessité absolue de renverser le régime autoritaire du général Min Aung Hlaing, responsable de violences extrêmes contre la population civile.*

- *La construction d'un État fédéral démocratique : Le NUG propose un modèle basé sur le fédéralisme, reconnaissant les droits des minorités ethniques et visant à résoudre les tensions historiques qui ont longtemps fracturé le pays.*

- *La reconnaissance des droits des Rohingyas : Pour la première fois, un gouvernement birman s'engage publiquement à défendre les droits de cette communauté marginalisée, promettant justice et égalité.*



DR

Cette alliance, bien que fragile, témoigne d'un tournant majeur dans l'histoire politique du pays. Elle reflète une volonté collective de surmonter les divisions ethniques et idéologiques pour bâtir un avenir commun.

Les défis du NUG : l'unité dans la victoire
Cependant, si le NUG incarne l'espoir, il fait face à des défis colossaux. L'un des principaux risques est la désintégration de cette coalition en cas de victoire sur la junte. Les divergences latentes entre les différents groupes - notamment sur le partage du pouvoir, les ressources et les priorités politiques - pourraient ressurgir une fois la menace militaire écartée.

Historiquement, les groupes armés ethniques ont souvent poursuivi des agendas séparés, et leur coopération actuelle repose en grande partie sur l'ennemi commun qu'est la junte. Une victoire pourrait exacerber les tensions, notamment si le NUG échoue à mettre en place rapidement un cadre clair pour le fédéralisme et la répartition équitable des ressources.

Une résistance étonnamment efficace

Ce qui surprend le plus les observateurs, c'est l'avancée de la résistance. Bien que sous-équipés face à la puissance de feu de la junte, les PDF et leurs alliés ont réussi à prendre le contrôle de larges portions du territoire, notamment dans les régions frontalières.

Plusieurs facteurs expliquent ce succès. Tout d'abord il est indéniable que la majorité de la population birmane soutient activement ou passivement la résistance, fournissant des renseignements, des vivres et des abris. Et puis il est avéré que l'armée souffre de défections importantes et de problèmes de moral. Certaines unités ont même rejoint la résistance. Et puis l'alliance sans précédent de l'ensemble des groupes armés ethniques qui maîtrisent le terrain montagneux et difficile, ont permis aux PDF de gagner en compétence et en organisation. L'introduction sur les théâtres d'opération d'innovation tactique porte également ses fruits. Face à une armée conventionnelle, la résistance utilise dorénavant des drones avec des tactiques de guérilla efficaces, infligeant des pertes significatives à la junte.



Une guerre ignorée par le monde

Malgré l'ampleur du conflit, la Birmanie est totalement absente des débats et la communauté internationale reste largement silencieuse. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce silence. La complexité géopolitique joue un rôle central: la Chine, principal allié de la junte militaire, exerce une influence déterminante dans la région, limitant ainsi toute initiative occidentale. Parallèlement, l'Inde adopte une posture prudente, priorisant ses propres intérêts stratégiques dans une zone déjà fragile. À cela s'ajoute une certaine lassitude de la com-

munauté internationale, déjà accaparée par des crises majeures en Ukraine, au Moyen-Orient et ailleurs, qui semble peu encline à se mobiliser face à un nouveau conflit complexe et difficile à résoudre. Enfin, contrairement à d'autres conflits l'absence de couverture médiatique constitue un frein majeur réduisant la pression exercée sur les gouvernements étrangers pour intervenir. (il faut ajouter l'éloignement de ce pays des centres de décisions internationales (Europe, Amérique du Nord) et son peu d'intérêt stratégique : idem le Soudan) Ce manque d'attention est non seulement moralement inacceptable, mais il risque aussi d'aggraver l'instabilité régionale. La Birmanie, située au cœur de l'Asie du Sud-Est, est une pièce maîtresse dans l'équilibre géopolitique de la région.

Les puissances mondiales, notamment les États-Unis et l'Union européenne, doivent intensifier leur soutien au NUG et à la résistance populaire. Cela pourrait inclure des sanctions plus ciblées contre les responsables de la junte, une aide humanitaire accrue pour les populations déplacées et un soutien logistique aux forces de défense populaires (PDF).

Le rôle essentiel de l'ASEAN

La clé d'une solution durable se trouve probablement dans la région elle-même. L'ASEAN, malgré ses divisions internes, devrait jouer un rôle central dans ce conflit. En tant qu'organisation régionale, elle a la légitimité nécessaire pour engager un dialogue avec les parties prenantes et faire pression sur la junte.

Jusqu'à présent, l'ASEAN a adopté une position ambiguë, oscillant entre condamnation et neutralité. Une position plus affirmée est cruciale. Cela pourrait inclure :

- L'exclusion de la junte des réunions officielles de l'ASEAN, comme cela a été fait à plusieurs reprises, pour délégitimer davantage son pouvoir.
- La reconnaissance du NUG comme représentant légitime de la Birmanie, envoyant un signal fort au régime militaire.
- La mise en place de corridors humanitaires, avec le soutien de partenaires internationaux, pour atténuer la crise humanitaire.

Les issues possibles

L'issue de ce conflit reste incertaine et peut évoluer de plusieurs manières. Une victoire militaire de la junte apparaît peu probable, tant la résistance armée montre une résilience remarquable et que la légitimité du Tatmadaw s'érode de jour en jour. Le pays pourrait également basculer vers une partition de facto, où des zones seraient contrôlées respectivement par la junte et par les forces de résistance, plongeant la Birmanie dans une

instabilité prolongée. Une victoire de la résistance, menée par les Forces de *Défense Populaires* (PDF) et leurs alliés, demeure envisageable si leurs avancées se poursuivent, mais un tel scénario nécessiterait une coordination internationale pour éviter un effondrement chaotique du régime. Enfin, une médiation internationale pourrait offrir une solution, bien qu'elle semble peu

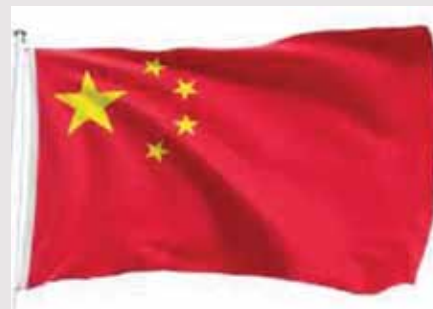
probable à court terme, à moins d'un changement significatif dans la position chinoise ou d'une mobilisation accrue de l'ASEAN.

Un peuple déterminé face à l'adversité

La Birmanie est aujourd'hui à un tournant de son histoire. Une victoire de la junte signifierait la perpétua-

Et la Chine dans tout cela?

La Chine démontre régulièrement qu'elle est la seule puissance extérieure disposant des moyens, de la capacité et de la motivation nécessaires pour intervenir dans ce conflit. Afin de sécuriser le Corridor économique Chine-Myanmar (CMEC), qui offre à ses provinces enclavées du sud-ouest - et à l'ensemble du pays - un accès à l'océan Indien, les Chinois ont réussi à mettre fin aux combats dans le nord de l'État Shan.



Début décembre 2024, l'Armée nationale démocratique du Myanmar (MNDAA) a déclaré une trêve avec la junte militaire après que Peng Daren, chef de Kokang, se soit rendu en Chine pour un "traitement médical". Une résolution du conflit serait recherchée "sous l'arbitrage du gouvernement chinois", a-t-elle déclaré le 3 décembre. L'Armée nationale de libération Ta'ang (TNLA) quant à elle avait publié une déclaration similaire le 25 novembre, affirmant qu'elle "coopérerait toujours avec les efforts de médiation de la Chine et continuerait à coopérer pour obtenir de bons résultats". Le troisième membre de l'Alliance des Fraternités, l'Armée de l'Ara-kan (AA), qui contrôle la majeure partie de l'État de Rakhine, a annoncé le 29 décembre qu'il était également prêt à négocier avec le régime militaire, comme ses alliés du Nord.

Personne n'a été capable jusqu'à présent de contester le rôle prédominant de la Chine, ni l'occident principalement motivé par des opportunités commerciales, ni l'ASEAN avec son consensus en cinq points. Adopté quelques mois après le coup d'État de février 2021, ce consensus appelait à la cessation immédiate des violences, à un dialogue constructif entre toutes les parties concernées et à une aide humanitaire dans les zones touchées par les combats, mais sans aucun plan pour mettre en œuvre ces recommandations ambitieuses. Cependant, certaines zones échappent à l'influence de la Chine. L'Armée pour l'Indépendance Kachin (KIA) dans l'extrême nord a ignoré la demande chinoise en octobre de ne pas prendre le contrôle de la ville frontalière de Pangwa. Dans les zones frontalières avec la Thaïlande, où les forces de résistance karens et karennis sont actives, ou dans l'État Chin à l'ouest, l'influence chinoise est encore plus limitée.

L'objectif de la Chine est de protéger le CMEC en jouant sur les deux tableaux: en fournissant du matériel militaire à la fois à la junte et à plusieurs groupes de résistance. La MNDAA, la TNLA et l'AA sont équipées d'armes fabriquées en Chine, obtenues par l'intermédiaire de l'Armée de l'État Wa (UWSA), officiellement neutre. Cette position donne à la Chine un levier sur la junte et les groupes armés ethniques, un avantage que personne d'autre ne peut égaler.

Cependant, l'émergence d'un Myanmar fort, démocratique et fédéral - l'objectif déclaré de la plupart des armées de résistance - ne sert pas les intérêts stratégiques de la Chine. Tant que le Myanmar reste faible, la Chine peut se présenter comme un voisin amical et médiateur, tout en jouant sur un mélange de pression et de soutien. Mais si la situation devenait trop instable, cela entraînerait de graves perturbations commerciales et des vagues de réfugiés à la frontière chinoise.

Les voisins occidentaux du Myanmar, comme l'Inde et le Bangladesh, pourraient jouer un rôle, mais ils manquent de stratégie claire. L'Inde, notamment, souhaite contrer l'influence chinoise et protéger ses propres intérêts économiques et de sécurité, mais les guerres au Myanmar rendent cela difficile.

Quatre ans après le coup d'État militaire, le conflit reste dans une impasse stratégique, sans victoire claire pour la junte ou la résistance. Tout dépendra des prochains mouvements de la Chine, dont le rôle reste central dans ce théâtre complexe.

tion de décennies de répression, d'appauvrissement et d'isolement. En revanche, une victoire de la résistance, soutenue par le NUG, pourrait ouvrir la voie à une transition démocratique sans précédent. La résistance populaire, malgré des conditions extrêmement difficiles, montre une détermination remarquable à renverser la dictature militaire et à instaurer un système démocratique inclusif.

Cependant, sans un soutien accru de la communauté internationale et de l'ASEAN en particulier, le conflit risque de s'enliser, laissant des millions de Birmans dans une situation de souffrance indescriptible. L'ASEAN doit prendre conscience que son rôle dans la résolution de ce conflit définira son avenir en tant qu'organisation influente sur la scène internationale.

Le silence du monde face à cette guerre civile est non seulement moralement répréhensible, mais également dangereux pour la stabilité régionale. Il est temps que la Birmanie ne soit plus une crise oubliée, mais une priorité dans les discussions géopolitiques.

Malgré les risques, le NUG incarne un espoir légitime pour des millions de Birmans. Il appartient désormais à tous - Birmans, voisins régionaux et communauté internationale - de transformer cet espoir en une réalité durable.

Et depuis la rédaction de cet article....

L'impact du séisme du 28 mars a aggravé les conditions de vie des populations, en particulier dans les régions frontalières et ethniques, souvent sous contrôle de groupes rebelles ou disputées par la junte militaire. Malgré l'urgence, l'aide humanitaire internationale peine à parvenir sur le terrain, en raison des restrictions imposées par le régime militaire et des risques de sécurité liés à la guerre civile.

Sur le plan diplomatique, Min Aung Hlaing, a assisté au sommet régional BIMSTEC qui s'est tenu fin mars 2025 à Bangkok, une première réunion officielle depuis le coup d'État. Visite très controversée durant laquelle a été annoncé le rapatriement planifié de 180 000 réfugiés Rohingyas vivant dans des camps au Bangladesh. Les précédentes tentatives du même ordre en 2019 et 2022 ont échoué en raison de l'absence de garanties concernant leur sécurité et leurs droits, notamment la citoyenneté. Les Rohingyas, réfugiés dans des camps de Cox's Bazar, restent méfiants face aux intentions de la junte et à la durabilité de cette initiative. Promesse peu crédible pour les connaisseurs du dossier, d'autant plus que leur région d'origine n'est déjà plus sous le contrôle du pouvoir militaire mais bel et bien de l'Arakan Army.

Claude JAECK

Pour aller plus loin :

Carte guerre civile Birmanie avec légende [https://en.wikipedia.org/wiki/Myanmar_civil_war_\(2021–present\)](https://en.wikipedia.org/wiki/Myanmar_civil_war_(2021–present))

Point de situation périodique de l'avance de la résistance <https://mmpeacemonitor.org/en/infographic/95-towns-captured-and-controlled-by-revolutionary-forces/>

Liste des Groupes Ethniques Armés <https://mmpeacemonitor.org/en/eros-profile/armed-ethnic-groups/>

Tableau de bord du conflit armé au 14 janvier (forces en présence et avancées) <https://mmpeacemonitor.org/en/ongoing-dashboard/myanmar-peace-monitoring-ongoing-dashboard-starting-from-2020-current/>

Site officiel du NUG, le gouvernement en exil <https://nugmyanmar.org>

Point presse (source: résistance) <https://mmpeacemonitor.org/en/category/en-news/>

Site d'informations <https://www.frontiermyanmar.net/en/>

Al Jazeera's Q&A: Leader of Myanmar's shadow government talks civil war strategy in 2025 Myanmar's National Unity Government (NUG) seeks to deal a decisive blow to the country's military rulers in 2025. <https://www.aljazeera.com/news/2025/1/4/qa-leader-of-myanmars-shadow-government-talks-civil-war-strategy-in-2025>

Situation inédite pour les Rohingyas de Cox's bazaar enrôlés dans le tatmadaw <https://www.frontiermyanmar.net/en/bangladesh-the-rohingya-and-the-new-reality-in-rakhine/>

Le Community Access Support Centre (CASS) est une unité de recherche et d'analyse qui fournit des analyses contextuelles et opérationnelles à l'appui des interventions humanitaires au Myanmar, en mettant particulièrement l'accent sur les États de Rakhine, du nord du Shan et de Kachin. <https://cass-mm.org/#Home>

Site des Free Burma Rangers <https://www.freeburmarangers.org>

Site d'information ONG pour l'Arakan <https://insightmyanmar.org/blog/2025/1/11/whispers-of-hope-shouts-of-resilience-arakans-call>

Mise à jour hebdomadaire de l'avancé de la résistance https://open.substack.com/pub/burmacoupresistancenotes/p/burma-coup-resistance-notes-january-9ee?r=3i9wu&utm_medium=ios.



Données générales sur la Birmanie

Nom officiel : République de l'Union de Birmanie

Données géographiques

Superficie : 678 528 km²

Capitale : Nay Pyi Taw (1,2 M d'habitants)

Villes principales : Rangoun (5,8 M d'habitants), Mandalay (2,5 M d'habitants), Mawlamyine (500 000), Sittwe (200 000)

Langue officielle : birman

Monnaie : Kyat

Données démographiques

Population : 54,1 millions d'habitants (2023, Banque Mondiale)

Densité : 80,1 habitants/km²

Croissance démographique : 0,7 (2023, Banque mondiale)

Espérance de vie : 67 ans (2022, Banque mondiale)

Taux d'alphabétisation : 89 % (2019, Unesco)

Religion : bouddhisme (87,9 %), christianisme (6,2 %), islam (4,3 %), animisme (0,8 %), hindouisme (0,5 %)

Situation économique

PIB : 66,76 Mds USD (2023, Banque Mondiale)

PIB par habitant : 1 233,2 USD (2023, Banque Mondiale)

Croissance annuelle du PIB : 1% (2023)

Taux de chômage : 3% (2023, Banque Mondiale)

Source : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/birmanie/presentation-de-la-birmanie/>